

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Politiques et actions culturelles au Liban : quels enjeux en terme de coopération culturelle ?

1/2 Etat actuel des politiques culturelles dans les pays du Monde Arabe :  
Focus sur le Liban

Par Lucie Godeau, chargée de mission, Association Marcel Hicter

6 décembre 2017

# Politiques et actions culturelles au Liban : quels enjeux en terme de coopération culturelle ?

## 1/2 Etat actuel des politiques culturelles dans les pays du Monde Arabe : Focus sur le Liban

Par Lucie Godeau, chargée de mission, Association Marcel Hicter

### Action publique en matière culturelle au sein des pays arabes

Tout comme pour la politique publique, le recours au terme d'action publique permet de « désigner l'action menée par une autorité publique (seule ou en partenariat) afin de traiter une situation perçue comme posant un problème ».<sup>1</sup> Cependant, parler d'action publique permet de se détacher d'une vision rationnelle des politiques publiques menées par un Etat purement volontariste (vision stato-centrée), d'offrir une vision de la situation plus fidèle à la réalité pratique d'une politique publique, de tenir compte du contexte dans lequel une politique publique voit le jour, de la structure institutionnelle dans laquelle elle prend forme et qui, dans une certaine mesure la détermine, des acteurs présents au sein de ces structures et de toutes les interactions qui en découlent.

Ce qui à terme, produit une analyse beaucoup plus sensible à la complexité du monde social et donc à l'écart entre objectifs escomptés et situation réelle.<sup>2</sup>

L'étude sur les politiques culturelles du monde arabe réalisée par Milena Dragicevic-Sesic<sup>3</sup> propose quatre conceptions de la culture pouvant servir de grille de lecture pour expliquer les raisons du développement d'actions en matière culturelle : la

culture en tant qu'espace critique pour la réflexion et les questionnements ; la culture au sein du mouvement panarabe ; la culture en tant que « marque » nationale ; la culture comme divertissement.

Procédant à l'analyse de tous les acteurs du secteur, en se penchant sur les processus et modèles culturels à l'œuvre dans les pays arabes, l'étude identifie également des modèles majeurs de politique culturelle au sein des pays arabes. Il en ressort que malgré l'existence de religion et une langue majoritaires, les politiques culturelles ont emprunté « six modèles dominants de politique culturelle », en fonction des différentes influences coloniales et postcoloniales et des différents processus de développement : le modèle de politique culturelle étatique et paternaliste ; le modèle de politique culturelle alimentée par le marché ; le modèle de politique culturelle mixte étatique et fondée sur l'économie de marché ; le modèle d'État socialiste ; le modèle basé sur la société civile ; le modèle axé sur le mécénat.<sup>4</sup>

Appréhender l'état actuel des actions publiques menées en matière culturelle dans le monde arabe peut également se faire en partant de la création de l'organisation Al Mawred al Thaqafy.

Juillet 2003, un petit groupe d'artistes et d'activistes culturels, à l'invitation de Basma El Husseiny<sup>5</sup>, se réunit pour discuter du développement d'une association culturelle indépendante pour les pays arabes. Initialement, la volonté est d'œuvrer au financement d'initiatives culturelles de grandes tailles dans la région. Petit à petit, les objectifs s'élargissent.

Plusieurs éléments apparaissent comme des évidences : la nécessité de soutenir les projets d'artistes émergents ; la nécessité de stimuler les échanges entre intellectuels et artistes sur les questions culturelles et leurs relations à l'environnement politique et social ; la nécessité d'être une vitrine garantissant aux expériences artistiques du monde arabe une plus large audience ; la nécessité d'implémenter un fonds indépendant pour les arts et la culture dans le monde arabe qui permettrait de recueillir de l'argent pour financer les

initiatives culturelles naissantes au sein de la région<sup>6</sup>; la nécessité de contribuer à l'ouverture de nouveaux horizons de coopération entre les créateurs arabes mais aussi avec les pairs des pays en développement. Fin 2003, enregistrée comme ASBL en Belgique, mais développant ses actions dans la région arabe, Culture Resource -Al Mawred al Thaqafy<sup>7</sup> est officiellement créée.

Un séminaire organisé par l'association en 2004, à l'attention de gestionnaires culturels, amène à tirer un constat essentiel sur l'état actuel du secteur culturel des pays du monde arabe.

A la question "est-il réellement nécessaire de connaître la politique culturelle nationale d'un pays pour y fonctionner comme opérateur culturel ?", les réponses font l'unanimité : pas vraiment. Le secteur culturel gravite autour d'acteurs privés et de la société civile et prend plusieurs formes, l'investissement étatique n'étant pas prépondérant.

Il intervient surtout en ce qui concerne des événements de prestige renforçant l'image du pouvoir en place et, malheureusement, agit souvent en tant que censeur.<sup>8</sup>

La nécessité d'entreprendre des recherches sur les différentes politiques culturelles dans la région apparaît, de ce fait, comme une évidence.

En 2009, Al Mawred Al Thaqafy, en collaboration avec la Fondation Européenne pour la Culture, la DOEN Foundation et le British Council, lance une enquête visant à définir les caractéristiques générales des politiques culturelles des pays arabes. L'objectif est de disposer d'une base de données sur laquelle il sera possible de s'appuyer pour la planification et la coopération culturelle mais aussi de proposer des moyens pour développer le secteur culturel dans la région. Comment, en effet, garantir une planification stratégique des organisations sans une connaissance adéquate des systèmes institutionnels existants, des cadres légaux, des mécanismes de financement et de soutien de la coopération culturelle internationale ?

Cette enquête confirme l'existence d'un réel vide au niveau de la définition des politiques culturelles et de ses objectifs dans les textes officiels des pays arabes - bien que les projets, les discours et les activités menés par les pouvoirs publics permettent néanmoins de

percevoir la vision de la culture et certains objectifs visés.

Les résultats sont présentés en 2010, lors de la première conférence sur les politiques culturelles des pays arabes, organisée à Beyrouth. Y participèrent des représentants officiels des Ministères de la Culture de Jordanie, d'Égypte, du Maroc, de Palestine et du Liban, des représentants des principales institutions finançant le secteur culturel dans la région, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile. Cette conférence a un large écho dans la région, grâce à la couverture médiatique (autant de médias régionaux qu'étrangers).

Quatre thèmes principaux y sont discutés : politiques culturelles et développement de la culture dans la société ; challenges liés au travail artistique au niveau national et international ; financement des politiques culturelles ; institutions culturelles locales, régionales et internationales et réseaux.

Presque quinze ans après la création de Al Mawred Al Thaqafy les résultats sont riches.

Plus de 600 artistes, écrivains, managers culturels, ont soit reçu un soutien financier soit une formation. On assiste également à un élargissement de l'audience ainsi que du travail en réseau des acteurs du monde culturel arabe.

De plus, le Fonds arabe pour les arts et la culture (AFAC), créé en 2006 par Al Mawred Al Thaqafy avec le support de l'Open Society Institute, est désormais une des plus importantes sources de financement de projets culturels dans le monde arabe.

La présentation des activités développées par Al Mawred Al Thaqafy permet de montrer que les actions culturelles menées dans cette région du monde restent encore très diffuses.

Elle permet également de montrer que certains acteurs, principalement issus de la société civile, ont une réelle volonté de faire évoluer la situation du champ culturel de manière ascendante. Les actions présentées ci-dessus modèlent indéniablement le secteur et contribuent fortement au développement d'actions publiques structurées en matière culturelle dans cette région du monde. Les années à venir seront donc marquées par de nombreuses évolutions.<sup>9</sup>

## Politique culturelle au Liban

1943, le Liban devient officiellement la République du Liban, regroupant sur son territoire plusieurs communautés religieuses : chrétiens maronites, protestants, orthodoxes, druzes, musulmans sunnites, musulman chiites, alaouites, etc. A ce moment, le pays instaure un système politique unique en son genre : le confessionnalisme, garantissant le partage du pouvoir entre les communautés religieuses.

### La faible implication des pouvoirs publics en matière culturelle

Même si l'indépendance date de 1943, il faut attendre 1994 pour qu'un Ministère de la culture soit établi -en tant que Ministère de la culture et de l'enseignement supérieur. Depuis 2000, suite au rattachement des matières liées à l'enseignement supérieur au Ministère de l'éducation, les matières culturelles disposent de l'entièreté d'un ministère. L'objectif de ce ministère est de disposer d'une institution, unique référence pour le parrainage et le soutien de la vie culturelle libanaise, en termes de connaissance, de recherche et de créativité.<sup>10</sup>

Dans la lignée de ce que nous venons d'exposer ci-dessus, jusqu'à présent, les différents gouvernements n'ont ni établi une vision claire et intégrée d'une politique culturelle à mener, ni débloqué les fonds nécessaires pour que cela se produise dans un futur proche -le budget annuel alloué à la culture ne représentant même pas 1% du budget national du pays. De ce fait, la vie culturelle libanaise relève presque exclusivement d'initiatives privées -tant au niveau de son déploiement que de son financement.

### Les diverses sources de financement au Liban

Dans un tel contexte, il existe plusieurs sources de financement pour les arts et la culture au Liban.

Les fonds internationaux comme ceux de la Ford Foundation ou de la Fondation Anna Lindh soutiennent depuis de nombreuses années des associations libanaises dans le développement de

leurs projets culturels.

Au travers de plusieurs programmes, l'Union Européenne finance des projets culturels: le programme EuroMed Audiovisuel, le programme EuroMed Héritage, le programme Med-Culture, Europe creative. Les objectifs de ces projets étant de défendre l'héritage commun et l'interculturalité, d'accompagner la réforme de la politique culturelle, de promouvoir l'investissement et le développement des capacités entrepreneuriales des opérateurs culturels mais aussi le développement d'initiatives collectives en matière culturelle.

Par ailleurs, la délégation de l'Union Européenne présente au Liban développe des projets culturels sur place, principalement à destination des jeunes.

En 2016, l'UE et le Liban ont adopté un document fixant les partenariats prioritaires à développer pour la période 2016-2020, dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV) et de la politique étrangère et sécuritaire de l'UE. Le but de cet agenda stratégique est de renforcer la stabilité politique du Liban et, plus largement, de la région. Si les priorités identifiées sont la sécurité et la lutte contre le terrorisme, la gouvernance, la croissance et la création d'emploi, la mobilité et la migration, un certain nombre des projets culturels sont néanmoins financés.

Les Centres culturels européens comme l'Institut Français, le Goethe Institut, l'Institut Cervantes ou encore le British Council font également partie des acteurs principaux en matière de financement de projets artistiques et culturels au Liban. Cependant, les budgets alloués dépendent fortement des intérêts politiques des pays donateurs. Dans un contexte généralisé de crise économique, les budgets de ces centres ne cessent de diminuer -la France restant l'acteur principal dans le domaine culturel compte tenu de l'intérêt majeur qu'elle porte au pays.

Les pays du Golfe financent également quelques projets culturels au Liban, le plus important étant la Maison de l'art et de la culture/Lebanese-Omani Centre, fondée par le Sultan d'Oman.

Les banques et les mécènes jouent un rôle important dans le parrainage d'événements au Liban.

Ces acteurs privés investissent dans la culture de deux manières : à travers un investissement direct ou via du sponsoring.

Les raisons guidant de telles actions sont diverses, allant de la simple recherche de profit à la volonté d'acquérir un certain prestige, en passant par une volonté de montrer un attachement à l'héritage artistique et culturel libanais ou à la volonté de poser un acte de responsabilité sociale (construire l'image d'un Liban prestigieux).<sup>11</sup> Cependant, il ressort assez fréquemment que ces soutiens vont principalement à des événements pouvant apporter en visibilité. De plus, ce type de financement ne serait accessible qu'aux institutions disposant d'un bon carnet d'adresse.

De petites subventions à destination d'artistes, institutions ou associations sont également disponibles. Citons notamment l'AFAC (Fonds Arabe pour les Arts et la Culture), le YATF (Fonds du Jeune Théâtre Arabe) ou encore ceux de l'association Al Mawred al Thaqafy.

Les opérateurs culturels, continuellement à la recherche de nouveaux modes de financement, explorent de plus en plus le système de financement participatif (crowdfunding) ou encore les systèmes de collecte de fonds (vente aux enchères ou fête pour collecter des fonds pour les institutions).

#### Un secteur culturel en pleine ébullition : à quel prix ?

Actuellement, le Liban connaît une réelle expansion sur le plan culturel. Un grand nombre d'artistes émergent, le marché de l'art est on ne peut plus prospère et les activités artistiques sont très variées, comme le prouve les 4153 activités culturelles répertoriées par l'Agenda Culturel entre 2013 et 2014.<sup>12</sup> Ce qui nous amène à questionner la représentation commune de l'absence d'intervention publique comme handicap ; les citoyens gagnant en force et en créativité malgré l'instabilité de l'environnement libanais. L'intérêt des institutions culturelles étrangères pour la créativité libanaise, l'existence de programmes d'échange et

de collaboration ainsi que l'accessibilité à des fonds étrangers se présentant comme des alternatives aux limites en termes d'investissement public que rencontre le secteur culturel libanais.

Cependant, des problèmes persistent. L'analyse SWOT réalisée dans le cadre du programme Medculture pointe une série de menaces.

La principale est la difficulté à sécuriser les fonds pour les frais de fonctionnement, qui dépend d'une conjoncture politique et d'une économie instable, tant à l'échelle nationale que régionale.<sup>13</sup>

Les autres difficultés relevant quant à elles du manque de coordination entre les différents opérateurs culturels, de l'absence d'infrastructures stratégiques ou encore du déséquilibre de l'offre culturelle entre milieu urbain et milieu rural qu'engendre l'inexistence d'un réel secteur public en matière culturelle.

Le faible investissement des pouvoirs publics dans le champ culturel s'explique par plusieurs facteurs.

Si l'État jouait un rôle majeur dans la création d'opportunités et d'activités pour les intellectuels et artistes libanais bien avant la création du Ministère de la Culture en 1994<sup>14</sup>, la guerre civile qu'a connu le Liban est venue bouleverser la situation. En effet, durant cette période le secteur public a rencontré beaucoup de problèmes et de défis qui ont entraîné une diminution du soutien accordé à la culture. Pour compenser cette perte, un nouveau système informel est né au sein duquel la société civile, les associations, les individus et les communautés libanaises se sont mobilisés pour le maintien d'une scène culturelle libanaise. De plus, ce vide étatique qu'a connu le Liban durant cette période, a engendré une culture du « moins d'État possible », qui persiste jusqu'à présent.<sup>15</sup>

Au delà de cet épisode historique, un autre frein majeur relève de la complexité du système politique actuel. Le confessionnalisme, qui reconnaît la pluralité culturelle et religieuse ainsi que les différents points de vue des intellectuels libanais qui en découlent, rend la formulation de politiques

culturelles au Liban compliquée ; les questions autour de l'identité libanaise étant interminables. Comme l'exprime Nazem Al-Sayed, « la culture au Liban pourrait aussi être, directement ou indirectement, un autre visage de la politique, ou opposée à la politique des partis au gouvernement ».16

Par conséquent, dans un contexte où ce sont les acteurs privés qui s'impliquent dans la vie culturelle du pays, on est face à une situation présentant d'importants écarts entre milieu urbain et milieu rural en termes d'offre culturelle.

En effet, si le système politique libanais est organisé en plusieurs niveaux (huit gouvernorats, comprenant une série de districts, et plusieurs municipalités) représentant en théorie des entités décentralisées, dans les faits celles-ci ne jouissent d'aucune personnalité morale et se contentent d'être des branches exécutives affiliées aux autorités centrales. On constate dès lors un écart important entre les différentes régions du pays ; Beyrouth monopolisant la quasi-totalité de la vie culturelle du pays tandis que les seules activités portant la culture en dehors de Beyrouth sont les festivals, financés en partie par le Ministère du Tourisme, qui se font rarement les promoteurs de la scène locale libanaise par peur de pertes économiques.17

## Bibliographie

Dragicevic Sestic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Diversité des modèles de politiques culturelles dans les pays arabes ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD\\_politcult\\_arabe\\_3.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_3.pdf)

Corm Georges, 2001. Quelle politique culturelle pour recréer le tissu social et politique du Liban ? ; (en ligne) : <http://www.karimbitar.org/corm>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Rouxel Mathilde, 2015. Politiques et stratégies culturelles dans le monde arabe ; (en ligne) : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Politiques-et-strategies.html>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Mehadji Meriem, Les politiques culturelles et le processus de développement dans le monde arabe : Analyse d'une sélection d'indicateurs ; (en ligne) : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01085909/document> ; dernière consultation le 15 novembre 2017

Boekmanstudies, 2014. Cultural policies in Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria and Tunisia : An Introduction ; Culture Resource ; (en ligne) : <https://www.goethe.de/resources/files/pdf125/culturalpoliciesinalgeria-egypt-jordan-lebanon-morocco-palestine-syria-tunisia2010.pdf>; dernière consultation le 15 novembre 2017

Lascombes, Pierre et Patrick Le Galès, 2012 (2e édition). Sociologie de l'action publique. Paris, Armand Colin, p.5

Hassenteufel, Patrick, 2011 (2e édition). Sociologie politique : L'action publique. Paris, Armand Colin.

Dragicevic-Sestic, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Concepts et développement des politiques culturelles ; (en ligne) : [http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD\\_politcult\\_arabe\\_1.pdf](http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_1.pdf) ; dernière consultation le 15

novembre 2017

Al Kubaisi Rula ; Technical Assistance Unit of Med Culture Programme for the promotion of culture as vector of Human, Social and Economic Development in South Mediterranean Countries : Lebanon Country Report ; (en ligne) : <http://www.medculture.eu/sites/default/files/leb-gt-en-report-new-template.pdf>; dernière consultation le 22 novembre 2017.

Agenda culturel, 2016. Le monde culturel Libanais à l'horizon 2020 : Etat des lieux ; (en ligne) : <http://www.agendaculturel.com/Library/Files/pdfs/2017/1.LeMondeCultureLibanais2020-Etat%20des%20lieux.pdf>; dernière consultation le 15 novembre 2017

- 1 Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès, 2012 (2e édition). Sociologie de l'action publique. Paris, Armand Colin, p.5
- 2 Hassenteufel, Patrick, 2011 (2e édition). Sociologie politique : L'action publique. Paris, Armand Colin
- 3 Dragicevic-Sesic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Concepts et développement des politiques culturelles
- 4 Dragicevic-Sesic Milena, 2010. Les politiques culturelles dans les pays arabes : enjeux émergents, professions émergentes, etc. Diversité des modèles de politiques culturelles dans les pays arabes
- 5 Basma El Husseiny est une directrice artistique et une activiste culturelle qui soutient des projets et des organisations culturels dans le monde arabe depuis une vingtaine d'année. Elle était auparavant responsable des programmes médias, arts et culture pour la Fondation Ford au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et a travaillé en tant que directrice artistique au British Council en Égypte. Elle a également travaillé comme metteuse en scène, scénariste, organisatrice d'événements culturels et critique d'art
- 6 Notamment en encourager le monde des affaires à participer au soutien du secteur culturel indépendant
- 7 Al Mawred al Thaqafy signifie le fournisseur de Culture en français
- 8 Les caractéristiques historiques, géopolitiques, ethniques ou encore religieuses, propres à chaque État, influencent vivement le parcours, l'évolution et l'aboutissement des diverses définitions accordées à la stratégie culturelle
- 9 Le développement de cette organisation n'est pas pour autant un long fleuve tranquille, Culture Resource a fait face à une campagne d'harcèlement par l'appareil sécuritaire égyptien, qui a notamment annulé un de ces workshop et fait fermer un théâtre pendant cinq mois
- 10 Al Kubaisi Rula ; Technical Assistance Unit of Med Culture Programme for the promotion of culture as vector of Human, Social and Economic Development in South Mediterranean Countries : Lebanon Country Report.
- 11 Boekmanstudies, « Cultural policies in Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria and Tunisia : An Introduction
- 12 Avec une tête les films d'arts et d'essai, suivi de la musique avec 454 concerts en 2014, des galeries et espaces d'art, dont le nombre augmente chaque année, le théâtre (127), la danse (35) et les festivals (49)

13 Agenda culturel, « Le monde culturel Libanais à l'horizon 2020 : Etat des lieux. »

14 Ce qui a permis au Liban d'acquérir la réputation de pays libre à l'échelle régionale et internationale

15 Et cela dans tous les domaines, y compris celui de la culture

16 Boekmanstudies, Cultural policies in Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria and Tunisia : An Introduction

17 Craignant un manque d'intérêt du public libanais pour la scène artistique locale, les organisateurs préfèrent ramener des têtes d'affiches internationales qui assureront la vente des tickets. De ce fait, les tickets ne sont abordables que pour une partie de la population (classes moyenne et aisée)